



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 13 MAI 2015**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mercredi 13 mai 2015**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **mercredi 20 mai 2015** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **7 mai 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mercredi 13 mai 2015 à 19 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-Approbation du procès-verbal de la réunion du 29 avril 2015.

1 -Elaboration du P.L.U. :

- 1-1 - Désignation du Bureau d'Etudes suite à l'appel d'offres
- 1-2 - SPL "I.D. 83" - Avenant à la mission A.M.O. "Elaboration du cahier des charges"
- 1-3 - Diagnostic agricole - proposition financière de la Chambre d'Agriculture via le G.I.E. "Terres et Territoires"
- 2 - Acquisitions foncières - Prise en considération de la proposition de vente des héritiers de M. Claude TAXIL pour une remise (Les Ferrages)
- 3 - Dénomination de la déviation située entre la rue République et la Route de Vins
- 4 -SYMIELECVAR - Convention permettant de demander des Certificats d'Economie d'Energie

5 - Dossier "Enfance"

- 5-1 - Projet Educatif De Territoire (P.E.D.T.) 2015/2018
- 5-2 - Tarifs scolaires et extra scolaires
- 5-3 - Personnel scolaire et extra scolaire
- 5-4 - Transport scolaire - Financement avec une demande de participation des familles
- 5-5 - Fédération des Œuvres Laïques (F.O.L.) - Convention de mise à disposition de locaux pour l'organisation de stages BAFA et BAFD

6 - Personnel communal

- 6-1 - Modification des caractéristiques du temps de travail des agents en C.D.D.
- 6-2 - Contrats de saisonniers pour l'été
- 7 - Acquisitions de véhicules (berline et camion) et de matériel (radar pédagogique, vitrines d'affichage, barrières avec balconnières et miroir de circulation, mobilier scolaire et pour la médiathèque)
- 8 - Indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) pour 2014 - Exercice 2015
- 9 - Décisions modificatives au budget 2015
- 10 - Présentation du nouveau site internet officiel de la Commune
- 11 - Question écrite de M. TORRESILLA concernant les travaux d'embellissement de façades et le périmètre concerné dans le centre ville (aide financière de la C.C.C.P.)
- 12 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mercredi 13 mai 2015, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - RIHAL Pascale - MIONET Marie-Thérèse - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - VOLANTE Florence - - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. GIRAUD Xavier (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - BOULE-AMPHOUX Isabelle.

soit 24 présents et 2 pouvoirs donc 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

-Approbation du procès-verbal de la réunion du 29 avril 2015.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 avril 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 avril 2015,

A la majorité : **2 CONTRE** (MM. TORRESILLA et KINET) et **6 ABSTENTIONS** (MM. BENTOUMI-VERDON-COEURDEUIL-PAZ-FOURNEL-GAULET),

APPROUVE ce document.

1 -Elaboration du P.L.U. : (pour information - pas de délibération avec vote vu la délégation donnée au Maire pour la passation des marchés inférieurs à 90.000 €)

1-1 - Désignation du Bureau d'Etudes suite à l'appel d'offres

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie à deux reprises, une première fois le 13 avril 2015 pour ouvrir les plis reçus des candidats, juger si leurs dossiers étaient administrativement recevables, constater le montant de la proposition d'honoraires de chacun, puis confier la préparation de l'analyse des offres à la SPL « ID 83 », en sa qualité d'A.M.O.. Cette analyse a été présentée à la seconde réunion de la Commission d'Appel d'Offres qui s'est tenue le 5 mai 2015. Les différents critères de notation ont été appliqués aux offres reçues et les notes attribuées. Le Cabinet « BEGEAT » a été retenu par la Commission d'Appel d'Offres pour un montant d'honoraires de 66.900 € TTC. Le Conseil Municipal ayant donné délégation à Monsieur le Maire pour passer les marchés à concurrence d'un maximum de 90.000 € HT, il prend note de ces informations. M. le Maire précise qu'un délai de recours des autres candidats soumissionnaires doit être respecté avant de signer le marché (16 jours à compter de l'envoi du courrier de rejet).

1-2 - SPL "I.D. 83" - Avenant à la mission A.M.O. "Elaboration du cahier des charges"

La SPL « ID 83 » a informé M. le Maire qu'un avenant devait être passé à la mission de prestation de service confiée en octobre 2014 pour l'élaboration du cahier des charges préalable à l'étude du P.L.U.. En effet, des prestations supplémentaires et la réalité du temps passé à la réalisation de la mission sont à prendre en considération. La proposition initiale d'un montant de 2.856 € TTC passe à 4.200 € TTC. M. le Maire, prévoyant d'accepter cet avenant, en informe le Conseil Municipal qui en prend note.

1-3 - Diagnostic agricole - proposition financière de la Chambre d'Agriculture via le G.I.E. "Terres et Territoires"

Conformément aux discussions tenues en réunion de la Commission d'Urbanisme et en Conseil Municipal, un diagnostic agricole doit être établi dans le cadre de la procédure du P.L.U.

Une première proposition d'honoraires a été adressée à M. le Maire par le G.I.E. « Terres et Territoires » pour un montant de 17.880 € TTC. M. le Maire a alors contacté la SPL « ID 83 » pour s'étonner du montant élevé de cette prestation et demander qu'une négociation soit menée pour ramener ce prix à un montant plus raisonnable. Après négociation et modification du contenu de l'étude, un nouveau devis a été établi pour un montant de 10.140 € TTC.

M. le Maire, prévoyant d'accepter cet avenant, en informe le Conseil Municipal.

M. TORRESILLA intervient pour attirer l'attention de l'assemblée sur le risque de doublon présenté par cette étude par rapport à la mission confiée à BEGEAT pour l'élaboration du P.L.U., mission qui comprendrait, d'après lui, des prestations similaires.

M. le Maire propose alors à M. TORRESILLA de rédiger un rapport à ce propos afin de l'étudier en commission d'urbanisme avant d'interroger la SPL « ID 83 », A.M.O., pour explications complémentaires. Dans l'attente du résultat de ces investigations, M. le Maire sursoit à la signature dudit devis.

2 - Acquisitions foncières - Prise en considération de la proposition de vente des héritiers de M. Claude TAXIL pour une remise (Les Ferrages)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les héritiers de M. TAXIL Claude ont mis en vente une remise située quartier « Le Paradou », cadastrée Section F n° 527, pour une surface de 132 m², au prix de 75.000 €.

La localisation de ce bâtiment et ses caractéristiques ont incité Monsieur le Maire, dès l'annonce de cette vente, à proposer aux Conseillers Municipaux, membres notamment de la commission des finances et de la commission d'urbanisme, d'entamer des négociations avec les vendeurs afin d'anticiper toute préemption de la Commune après réception d'une déclaration d'intention d'aliéner.

Un accord ayant été donné, Monsieur le Maire a entamé lesdites négociations et un accord a été trouvé avec le porte-parole des héritiers, M. Jean-Jacques CLAUS, d'une part sur le fait de vendre cette remise à la Commune, et d'autre part de ramener le prix de vente à 70.000 €.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section F à l'échelle 1/625^{ème}

Vu l'offre de vente exprimée par les héritiers de M. TAXIL Claude, en la personne de M. Jean-Jacques CLAUS,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Vu l'avis des Services des Domaines du 20 avril 2015,

Considérant que ce bâtiment (garage) pourra être utilisé pour le stockage du matériel municipal divers, dans un premier temps, et être inscrit dans les réserves foncières de la Commune,

PREND EN CONSIDERATION cette proposition de cession de ce bâtiment en nature de garage édifié sur l'entière parcelle F 527 lieu-dit « Le Paradou » pour 132 m² au prix de 70.000 € faite par les héritiers de M. Claude TAXIL.

DECIDE l'acquisition par la Commune de cette unité foncière au prix de 70.000 €

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 21 du budget communal 2015

AUTORISE Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu par le Notaire du vendeur.

3- Dénomination de la déviation située entre la rue République et la Route de Vins

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, conformément à l'article L 2121-29 du C.G.C.T. et aux dispositions du décret 94-1112, le Conseil Municipal est l'autorité compétente pour l'odonymie.

Il indique à l'assemblée délibérante que la voie communale reliant la Rue République à la Route de Vins, soit la déviation, doit recevoir un nom.

Monsieur le Maire propose la dénomination suivante :

-rue du Jardin pour 280 m

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment en son titre IV,

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la Commune

Vu le plan de situation de la voie,

Considérant que l'assiette de cette voie et celle de ses dépendances sont la propriété de la Commune, appartenant à son domaine public communal,

Considérant l'obligation pour les Communes de dénommer ses voies conformément aux directives du décret n° 94-1112,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

DECIDE de compléter le réseau de voirie du domaine public comme suit :

-n° 441 rue du Jardin pour 280 ml

DEMANDE à Monsieur le Maire de bien vouloir procéder aux démarches nécessaires pour la notification de cette nouvelle dénomination aux services concernés (LA POSTE, le SDIS et le CDI notamment).

4 - SYMIELECVAR - Convention permettant de demander des Certificats d'Economie d'Energie

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que suite au diagnostic énergétique réalisé sur la Commune par le SYMIELECVAR, les travaux préconisés en vue de réduire les consommations d'électricité sur l'éclairage public ont été réalisés en 2014. Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué.

Monsieur DEBAQUE donne lecture au Conseil Municipal du courrier du SYMIELECVAR proposant la signature d'une convention permettant à ce dernier, en sa qualité de maître d'ouvrage, de déposer un dossier de demande de Certificats d'Economie d'Energie pour le compte des Communes ayant réalisé ces investissements. Ce dépôt de dossier se fera dans le cadre du Plan d'Actions d'Economie d'Energie agréé par le Pôle National des C.E.E..

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal l'autorisation de signer ladite convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. DEBAQUE,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de convention à signer avec le SYMIELECVAR lui donnant pouvoir pour demander des C.E.E.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention et à procéder à toutes les démarches nécessaires à son application.

5 - Dossier "Enfance"

5-1 - Projet Educatif De Territoire (P.E.D.T.) 2015/2018

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de sa réflexion globale sur ses objectifs éducatifs en matière d'enfance et en lien avec la réforme des Rythmes Scolaires, la Commune du VAL a décidé de formaliser son action avec un Projet Educatif de Territoire.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui précise que ce P.E.D.T. va servir à contractualiser les différentes décisions prises sur les temps adjacents au temps scolaire (périscolaire, TAP, pause méridienne). et les autres temps des enfants (Mercredi, Vacances), afin d'avoir un réel projet global, centré autour de l'enfant et non plus de l'élève.

Mme PASQUET donne lecture du projet de P.E.D.T. 2015/2018 à l'assemblée délibérante et le commente.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le P.E.D.T. proposé.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le Projet Educatif de Territoire tel que proposé par Mme PASQUET,

SOLLICITE l'aide financière de l'Etat et de la Caisse d'Allocations Familiales

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en application de ce P.E.D.T..

5-2 - Tarifs scolaires et extra scolaires

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la mise en place d'un Projet Educatif de Territoire, et en lien avec la réforme des Rythmes Scolaires, la Commune du VAL a décidé de revoir tous les tarifs relatifs aux prestations scolaires et extra scolaires.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui propose à l'assemblée délibérante les nouveaux tarifs pour les diverses interventions de la Commune dans le cadre de l'Enfance, soit : la garderie municipale, la pause méridienne (repas à la cantine), le centre de loisirs du mercredi et des vacances, les inscriptions aux NAPS.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les nouveaux tarifs proposés.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux tarifs scolaires et extra scolaires tels que proposés par Mme PASQUET,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur mise en application à compter de la rentrée scolaire 2015/2016.

5-3 - Personnel scolaire et extra scolaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite au redéploiement du personnel embauché pour les NAPS sur la garderie devenue communale, il est nécessaire de créer un emploi contractuel d'Adjoint Technique à temps non complet.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui indique que la création de ce poste est indispensable pour assurer l'entretien des locaux de l'école maternelle à compter de la rentrée scolaire 2015/2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Considérant le surcroît de travail incombant aux services municipaux affectés aux écoles,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE, pour le bon fonctionnement des services, de créer un emploi d'adjoint technique de 2^{ème} classe, en contrat à durée déterminée, à temps non complet, à compter de la rentrée 2015/2016 (toute l'année scolaire hormis durant les vacances)

INDIQUE que le traitement de cet Agent sera basé sur celui du 1^{er} échelon du grade d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe (IB 340- IM 321).

CHARGE Monsieur le Maire de procéder par arrêté à la nomination de la personne qualifiée sur ce poste et lui laisse toute latitude pour convoquer et s'entretenir avec les candidats

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération de ces emplois sont prévus au budget 2015 (chapitre 012).

5-4 - Transport scolaire - Financement avec une demande de participation des familles

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le coût à la charge de la Commune, pour la prise en charge des transports scolaires, s'avère de plus en plus important, aucune participation n'étant demandée auprès des familles.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui porte à la connaissance de l'assemblée délibérante le coût pour l'année scolaire 2014/2015 de cette prestation, soit :

-lycées.....	17.640 € pour 147 élèves, soit 120 €/élève
-collèges.....	24.000 € pour 200 élèves, soit 120 €/élève
-élémentaire.....	3.120 € pour 26 élèves, soit 120 €/élève
-maternelle.....	4.009 € pour 5 élèves, soit 802 €/élève.

Elle précise que pour les élèves de l'élémentaire et de la maternelle, cela concerne uniquement les enfants domiciliés sur la Route de Vins, seul axe sur la Commune à disposer d'une ligne régulière de ramassage scolaire. Elle ajoute que cette prestation isolée peut être jugée discriminatoire et injuste par les familles habitant dans les autres quartiers et devant accompagner leurs enfants par leurs propres moyens.

Mme PASQUET informe également l'assemblée que très rares sont les Communes qui n'appliquent pas la participation financière familiale vu les restrictions budgétaires imposées par la baisse des dotations de l'Etat notamment. De plus, elle pense que, contrairement à ce qu'il est constaté depuis des années, cette participation va inciter les parents à ne pas inscrire leurs enfants à un service dont ils n'ont pas recours ou très peu, sachant que les frais sont dus dès l'inscription, et ce pour l'année scolaire entière, que l'enfant prenne le bus ou pas.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les participations proposées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'instaurer une participation financière des familles aux frais de transport scolaire de leurs enfants dès la rentrée scolaire 2015/2016,

INDIQUE que les tarifs suivants seront appliqués en fonction du quotient familial de chaque famille, soit :

-pour les élèves des lycées et collèges :

- Quotient familial inférieur à 300 €.....Tarif 1 soit 55 €
- Quotient familial compris entre 300 et 600 €.....Tarif 2 soit 60 €
- Quotient familial supérieur à 600 €.....Tarif 3 soit 65 €

-pour les élèves de l'élémentaire :

- Quotient familial inférieur à 300 €.....Tarif 1 soit 55 €
- Quotient familial compris entre 300 et 600 €.....Tarif 2 soit 60 €
- Quotient familial supérieur à 600 €.....Tarif 3 soit 65 €

DECIDE de ne plus assurer le transport scolaire pour les élèves de maternelle à compter de la rentrée scolaire 2015/2016,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en application de ces décisions.

DEMANDE à Monsieur le Maire et à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, de procéder à l'information des familles dans les meilleurs délais possibles.

5-5 - Fédération des Œuvres Laïques (F.O.L.) - Convention de mise à disposition de locaux pour l'organisation de stages BAFA et BAFD

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Fédération des Œuvres Laïques du Var se propose d'organiser sur la Commune des formations « BAFA/BAFD » à raison de deux semaines dans le courant de l'automne 2015. Pour cela, elle sollicite la mise à disposition d'un local communal. Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires et à l'Enfance.

Madame PASQUET indique que la « F.O.L. 83 » pourrait disposer des locaux du Centre de Loisirs situé quartier « Le Petit Baou », de la salle du préfabriqué de l'Ecole Elémentaire, du terrain engazonné adjacent et du plateau scolaire d'éducation sportive. Elle donne lecture d'un projet de convention de mise à disposition de ces locaux qui prévoit le versement d'une participation de 500 € la semaine.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme PASQUET,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Commune et la Fédération des Œuvres Laïques pour la mise à disposition de locaux communaux

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

6 - Personnel communal

6-1 - Modification des caractéristiques du temps de travail des agents en C.D.D.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 10 décembre 2014, deux emplois en contrat à durée déterminée ont été créés à compter du 1^{er} janvier 2015.

Il donne la parole à Madame Patricia INGRASSIA, désigné par M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal, pour présenter cette question à l'assemblée délibérante. Mme INGRASSIA indique que dans le texte de la délibération du 10 décembre 2014 s'est produite une erreur car il y est indiqué que ces emplois d'Adjoint d'Animation de 2^{ème} classe et d'Adjoint technique de 2^{ème} classe étaient à temps partiel alors que cette disposition n'est valable que pour les agents titulaires et non pour les contractuels.

En conséquence, il demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à la modification de cette délibération quant au temps de travail des contractuels embauchés qui travailleront donc à temps non complet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la modification de la dénomination du temps de travail effectué par les deux agents contractuels embauchés depuis le 1^{er} janvier 2015, soit à temps non complet et non pas à temps partiel.

6-2 - Contrats de saisonniers pour l'été

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que chaque été, vu les congés octroyés aux agents titulaires et au surcroît de travail constaté, il est nécessaire d'embaucher des saisonniers.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN désignée par M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel communal, qui propose la création de 3 postes de saisonniers à temps complet, en juillet et août 2015, soit :

- un adjoint administratif de 2^{ème} classe pour l'accueil de la Mairie
- un adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe pour la Médiathèque et le Point Accueil
- un adjoint technique de 2^{ème} classe pour le service de nettoyage des locaux communaux

Il précise que ces emplois seront d'une durée de trois fois trois semaines et que chaque période de trois semaines sera exécutée par un saisonnier différent, d'où l'embauche successive de 3 personnes et donc un emploi saisonnier donné à 9 jeunes sur l'été.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN, Adjointe,

Sur proposition de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Considérant le surcroît de travail incombant aux divers services municipaux l'été,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE, pour le bon fonctionnement des services, de créer les emplois suivants, en contrat à durée déterminée (saisonniers), à temps complet, pour chaque mois de la période allant du 1^{er} juillet au 31 août 2015 :

- un adjoint administratif de 2^{ème} classe pour l'accueil de la Mairie
- un adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe pour la Médiathèque le Point Accueil
- un adjoint technique de 2^{ème} classe pour le service de nettoyage des locaux communaux (avec un roulement d'un agent par emploi et par période de 3 semaines).

INDIQUE que le traitement des Agents sera basé sur celui du 1^{er} échelon des grades d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe, d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe, et d'Adjoint du Patrimoine de 2^{ème} classe (IB 340- IM 321).

CHARGE Monsieur le Maire de procéder par arrêté à la nomination des personnes qualifiées sur ces postes et lui laisse toute latitude pour convoquer et s'entretenir avec les candidats

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération de ces emplois sont prévus au budget 2015 (chapitre 012).

7 - Acquisitions de véhicules (berline et camion) et de matériel (radar pédagogique, vitrines d'affichage, barrières avec balconnières et miroir de circulation, mobilier scolaire et pour la médiathèque)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que d'une part, les divers services communaux doivent être dotés de nouveau matériel pour exercer de façon optimum leur travail, et que, d'autre part, l'aménagement de la Commune nécessite quelques investissements au titre d'acquisition d'équipements.

Il donne la parole à chacun de ses Adjointes délégués concernés. Un détail est donné pour le matériel commandé ou à commander.

M. DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux :

- un véhicule RENAULT Mégane berline pour la Mairie pour 13.458 €
- un camion RENAULT Daily pour les services techniques pour 36.695 €
- 10 vitrines d'affichage pour 4.212 €

M. CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement :

- 40 barrières avec balconnières pour 11.505 €
- des tables de pique-nique, des bancs, des corbeilles (pour le jardin public) pour 4.350 €
- des tentes chapiteaux pour les festivités pour 3.396 €

Mme INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture :

- 1 chariot présentoir à livres pour la Médiathèque à 598 €

Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires :

-Du mobilier pour une salle de classe de maternelle pour 1.720 €

-Du mobilier et du matériel pour l'ensemble de l'école maternelle pour 1.500 €.

Elle propose à l'assemblée délibérante que ce montant de 1.500 € représente le forfait annuel pour chacune des deux écoles.

M. VERDON, mandaté par M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité :

-un radar mobile pour 9.937 €€

-10 coussins berlinois pour 9.500€

Mme BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances :

-divers matériel pour les services administratifs et de police pour 1.410 € (2 scanners, 2 aspirateurs bidon, 1 armoire, 2 tables, 2 fauteuils, 1 vestiaire).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé des Adjoints délégués,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

2 CONTRE : MM. FOURNEL et GAULET, pour toutes les acquisitions présentées car connues à posteriori (après livraison) sauf celles relatives au matériel pour le jardin public (bancs et tables de pique-nique) et celles concernant les écoles car pas encore commandées,

1 CONTRE : M. LANGE à propos de la commande de coussins berlinois car opposé à leur mise en place sur les chemins communaux,

1 ABSTENTION : M. KINET opposé à l'installation de coussin berlinois sans en avoir auparavant vérifié la conformité,

APPROUVE les acquisitions listées par les Adjoints

APPROUVE le forfait annuel de 1.500 € pour l'acquisition de matériel de chacune des deux écoles,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires à la réalisation des commandes en question

AUTORISE Monsieur le Maire à ordonnancer les dépenses inhérentes

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 21)

8 - Indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) pour 2014 - Exercice 2015

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Mme PASQUET donne lecture du courrier reçu le 5 mai 2015 de la Préfecture du Var et relatif à l'indemnité représentative de logement pour 2014.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Education,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la circulaire ministérielle du 11 novembre 2007,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale acceptant que le montant de l'indemnité représentative de logement des instituteurs soit fixé à 3.446,85 € pour l'année 2014,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE que l'indemnité de logement 2014, à verser aux Instituteurs non logés par la Commune, soit fixée à 3.446,85 €.

ACCEPTE que la différence entre la dotation de l'Etat et le montant de l'indemnité soit supportée par le Budget Communal

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 65).

9 - Décisions modificatives au budget 2015

-Budget du Service Public de l'Eau Potable :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour mettre en conformité les chapitres d'ordre dépenses/recettes relatifs aux amortissements des subventions dans le budget du Service Public de l'Eau Potable.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- compte 777 (chapitre 042) - Quote-part subventions investissement....	+	0,10 €
- compte 70128 (chapitre 70) - Autres taxes.....	-	0,10 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget du Service Public de l'Eau Potable 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

-Budget du Service Public de l'Assainissement :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour mettre en conformité les chapitres d'ordre dépenses/recettes relatifs aux amortissements des subventions dans le budget du Service Public de l'Assainissement.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- compte 6811 (chapitre 042) - Amortissement immobilisations....	- 0,03 €
- compte 673 (chapitre 67) - Titres annulés.....	+ 0,03 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget du Service Public de l'Assainissement 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

10 - Question écrite de M. TORRESILLA concernant les travaux d'embellissement de façades et le périmètre concerné dans le centre ville (aide financière de la C.C.C.P.)

M. Le Maire,

Le 22 Septembre 2014, le conseil communautaire du Comté de Provence a décidé de reconduire pour trois ans, la procédure permettant d'accorder des subventions d'équipement aux particuliers réalisant des travaux d'embellissement de façades. Ces travaux doivent impérativement se situer dans le périmètre des centres anciens et cœurs de village.

Par délibération du conseil municipal, chaque commune devra fournir la liste des rues comprises dans ce périmètre ainsi qu'un plan du périmètre. Seules les habitations comprises dans ce périmètre sont éligibles à l'aide financière.

Pouvez vous me confirmer que le conseil municipal du Val a, par le passé, déjà établi ce périmètre, sachant que ce dispositif d'embellissement est déjà ancien ? N'est-il pas nécessaire de le réactualiser aujourd'hui ?

Respectueusement.

Claude TORRESILLA.

M. le Maire indique que le périmètre, défini par une délibération du Conseil Municipal d'une précédente municipalité, est toujours en vigueur et qu'il n'est nullement besoin de le réactualiser. Une demande d'un particulier a d'ailleurs été instruite courant 2014 et l'aide financière de la C.C.C.P. a été accordée sans problème. Il confirme que le plan et la liste des rues concernées sont bien annexés à cette délibération.

11 - Présentation du nouveau site internet officiel de la Commune

Madame Annette PASQUET, Adjointe désignée pour gérer les informations à mettre en ligne sur le site officiel de la Commune, tient à présenter à l'assemblée le nouveau site créé par M. Michaël AUBERT, Informaticien et Infographiste communal.

Mme PASQUET lui avait fait part de ses attentes qui ont été intégralement prises en compte, en plus des améliorations techniques apportées à cet outil de communication très convivial. Le Conseil Municipal fait part de son contentement unanime à ce propos.

12 - Questions orales

Mme INGRASSIA : « Je souhaitais intervenir suite aux propos tenus lors de la dernière réunion du Conseil Municipal ayant pour objet l'attribution des subventions. J'avais été hésitante et dubitative quand il a été annoncé que l'association « So Dance » n'existait plus et qu'elle avait fusionné avec une autre association. Je vous précise que c'est « Expression Corporelle » qui n'existe plus et qui a fusionné avec « Scool Dance ». « So Dance » existe toujours et intervient dans une salle du complexe de « La Roguère ».

D'autre part, je vous remets ce soir le programme des festivités et manifestations organisées jusqu'à fin juin. Je vous demanderais de participer à toutes les actions menées notamment par les associations afin de mieux en connaître les objectifs et les activités au sein du village. Tous les trimestres, ce type de dépliant vous sera adressé pour information. »

M. FOURNEL : « J'avais évoqué à plusieurs commissions le problème posé par l'évolution du marché hebdomadaire du vendredi et pour savoir si éventuellement un vice-président serait d'accord pour intégrer cette problématique au sein de sa commission afin d'y réfléchir. »

M. SAULNIER : « Cette démarche a été entreprise. Mme Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe, a été récemment chargée de réorganiser le marché, sous réserve des demandes reçues et des objections et propositions des commerçants actuels et à venir. Une analyse sera faite et sera soumise au Conseil Municipal. »

Mme TURINELLI : « Le cahier des charges et le règlement du marché sont en cours d'études pour améliorations et adaptations. »

M. PAZ : « A-t-on eu une réponse de la SEERC à propos du prix de l'eau sur l'ensemble des communes des alentours ? »

M. SAULNIER : « Non, pas pour l'instant. On va relancer le Responsable. »

LA SEANCE EST LEVEE A 23h00.

LE PRÉSENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHÈSE ÉTABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GÉNÉRALE.

LE PROCÈS-VERBAL OFFICIEL POURRA ÊTRE CONSULTÉ À LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRÈS APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

LE MAIRE,
Bernard SAULNIER

